tantes et longtemps discutées, y furent réglées définitivement : la question des réserves du clergé, et celle de la tenure seigneuriale. La première intéressait particulièrement le Haut-Canada ; le parlement, en vertu d'un acte impérial, sépara l'état de toute liaison avec l'église établie, régla l'application des fonds provenant de ces réserves, et divisa le reste entre les diverses municipalités du Haut-Canada. La tenure seigneuriale, qui avait toujours été en vigueur dans le Bas-Canada, fut abolie en 1855 ; de toutes les charges dont le censitaire était grevé, il ne lui resta plus qu'une légère rente foncière, qui remplaçait le droit de cens et rente, mais qui devenait rachetable à volonté. Le gouvernement se chargea d'indemniser les seigneurs des droits de quint, de banalité et de lods et vente, que leur enlevait cette mesure ; une somme d'environ £650,000 fut votée pour cette fin.

445. En 1856, le gouvernement lui-même subit une modification importante dans les éléments de sa constitution ; on introduisit le principe électif dans le conseil législatif. Les anciens membres demeurèrent conseillers à vie comme par le passé ; mais les nouveaux membres devaient à l'avenir être élus par un des quarante-huit collèges électoraux nouvellement érigés.

446. Depuis l'incendie du parlement à Montréal, le siège du gouvernement avait été ambulante ; la chambre tenait ses séances alternativement à Toronto et à Québec. Un système aussi dispendieux ne pouvait durer longtemps. Sa Majesté, à la demande même de la législature provinciale, consentit à fixer le siège du gouvernement, et choisit la ville d'Ottawa.

447. Peu de temps avant le rappel de Sir Edmund Head, le Canada fut honoré de la visite du prince de Galles, dans l'été de 1860. Le prince reçut partout des témoignages non équivoques de la loyauté du peuple canadien.

448. Lord Monck remplaça Sir Edmund Head en 1861. Pendant son administration, le Canada fut presque continuellement inquiété, du côté des Etats-